

# FOCUS

**SUR LA FAO ET L'AGRICULTURE AU BURUNDI**



Vol. 1 - N°2  
OCTOBRE - DECEMBRE  
2011

**BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DE LA FAO BURUNDI  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**



## Dans ce numéro:

- |   |  |    |   |
|---|--|----|---|
| 4 | Appui de l'UE et la FAO aux riziculteurs de l'Imbo | 10 | FAO et le Japon: Appui aux rapatriés              |
| 7 | Deux nouveaux Projets au Burundi                   | 13 | Adapter a la sécheresse au Kenya avec l'appui FAO |
| 8 | Plan de gestion et d'aménagement; TAMP Kagera      | 14 | Le maraîchage et L'agroforesterie au Burundi      |



Chers lecteurs,

Voici, lancé le deuxième numéro de Focus. Le journal reflète le résultats des projets et programmes de la FAO, dans son combat permanent contre l'insécurité alimentaire et de la flambée des prix de la nourriture. En ce moment où on est en pleine semaine dédiée à l'alimentation qui prépare la grande célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation du 16 Octobre 2011, le nouveau numéro de Focus vient à point nommé. Toutes les activités brossées dans ce bulletin sont dans la droite ligne du thème de la JMA « Les prix des denrées alimentaires : de la crise à la stabilité ». La mise à disposition des intrants, le renforcement des capacités à travers des formations participatives, la participation des agriculteurs dans la gestion de leurs production, autant de thématiques reflétés dans ce nouveau numéro et qui concourent à la quête de la stabilisation des prix et de l'augmentation du pouvoir d'achat de l'agriculteur.

C'est dans cette optique que pour cette saison culturale 2011B, la FAO, grâce à ses bailleurs comme la Suède, la Belgique, l'OCHA et l'Union Européenne, accompagne les ménages vulnérables, notamment ceux affectés par les aléas climatiques. Ceux touchés par la carence quasi-totale des pluies, ou des pluies grêleuses liées à « La Niña », dans les provinces du Nord et de l'Est du Burundi savent peut être mieux que quiconque le secours apporté par la FAO depuis cette saison culturale.

Vous le verrez dans ce bulletin, la FAO a bien compris qu'il faut apprendre le quémandeur de poisson à pêcher, plutôt que de lui en procurer interminablement sur un « plateau ». C'est notamment ces formations, cet appui aux des Activités Génératrices de Revenus, qui le prouvent. La FAO ne se lasse pas d'accompagner l'initiative louable de réinsertion des rapatriés, à travers un appui agricole multiforme et soutenu. Dans toutes ses interventions, la FAO n'oublie point la réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et la dotation des communautés d'agriculteurs des capacités de conservation et de stockage de la production et des semences. Comme les Anglais aiment le dire, « last but not least », la protection de l'environnement et surtout des terres arables reste fondamentale pour les interventions de la FAO dans son œuvre de promotion de la sécurité alimentaire.

Bonne Lecture !

Barnabé Ndayikeza &

James Belgrave

Vos opinions et commentaires sont toujours les bienvenus à notre adresse:

FAO Burundi,  
Av. de la Plage, Q. Asiatique, B.P. 1250,  
Bujumbura, Burundi  
[FAO-BI@fao.org](mailto:FAO-BI@fao.org)



**Déclaration du Directeur général de la FAO Jacques Diouf à l'occasion du décès de Mme Wangari Maathai :**  
Le monde a perdu une militante déterminée

27 septembre 2011, Rome - C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de Mme Wangari Maathai, Prix Nobel de la Paix. Je souhaite présenter mes profondes condoléances à sa famille en ce douloureux moment.

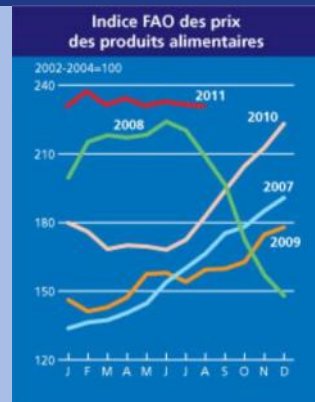
Mme Wangari Maathai a consacré toute sa vie à protéger la planète de la dégradation de l'environnement et à améliorer les conditions de vie des peuples, non seulement au Kenya mais dans le monde entier. Nous lui sommes redevables pour ses contributions aux travaux de la FAO ces dernières années.

Sa participation à la réunion ministérielle sur les forêts et à la 17ème session du Comité des forêts en mars 2005 a contribué à sensibiliser davantage l'opinion sur la nécessité d'une gestion forestière durable et, en particulier, sur la conservation des forêts d'Afrique centrale. Elle a su attirer notre attention sur le grave impact des violents conflits sur les forêts du monde et sur la nécessité d'affronter ce lien complexe dans nos efforts visant à protéger et à exploiter durablement cette précieuse ressource.

Nous lui sommes également reconnaissants pour le rôle qu'elle a joué à la 3ème Journée de la Forêt de l'UNFCCC à Copenhague en 2009 et pour ses contributions au Forum des Nations Unies sur les forêts. Nous saluons le travail sans relâche qu'elle a consacré à la création d'un monde meilleur pour tous. Sa disparition est une grande perte.

**L'Indice FAO des prix alimentaires est resté quasiment inchangé. Malgré une hausse des prix des céréales en août**

8 septembre 2011, Rome - Les cours mondiaux des denrées alimentaires sont demeurés quasiment stables entre juillet et août 2011, selon l'Indice FAO des prix alimentaires publié aujourd'hui. L'Indice a affiché en moyenne 231 points le mois dernier, contre 232 points en juillet. Cela correspond à une hausse de 26 pour cent par rapport à août 2010, mais à 7 points de moins que son record historique de 238 points atteint en février 2011.



Au sein de cet Indice, les prix des céréales ont grimpé, car même si la production céréalière devrait progresser, elle ne le fera pas au même rythme que la demande accrue, ce qui maintiendra les stocks à de faibles niveaux et les prix demeureront élevés et volatiles.

L'indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 253 points en août, en hausse de 2,2 pour cent (soit 5 points) par rapport à juillet, et de 36 pour cent par rapport à août 2010. Cependant, les prix plus fermes ont été en grande partie compensés par le recul des cours internationaux de la plupart des autres denrées de base prises en compte dans l'Indice des prix alimentaires, en particulier les matières grasses et les produits laitiers.

**Rebond de la production**

Les hausses des prix des céréales s'expliquent par l'équilibre précaire de l'offre et de la demande, malgré les prévisions de hausse de la production. La production céréalière mondiale de 2011 est désormais estimée à 2 307 millions de tonnes, soit 3 pour cent de plus qu'en 2010, même si cette dernière estimation est inférieure de près de 6 millions de tonnes aux prévisions précédentes publiées en juillet.

Parmi les principales céréales, la situation de l'offre de maïs est source de préoccupation compte tenu des révisions à la baisse des perspectives de production, dues à la chaleur persistante qui a régné en juillet et en août aux Etats-Unis, premier producteur mondial de maïs.

Les prix moyens du blé ont également augmenté de 9 pour cent en août à cause de la demande soutenue de blé fourrager et de la diminution des approvisionnements en blé de qualité supérieure. Néanmoins, la production mondiale de blé devrait progresser de 4,3 pour cent (soit 28 millions de tonnes), seulement 4 millions de tonnes de moins que le record de 2009. La production mondiale de céréales secondaires devrait atteindre un niveau record de 1 147,5 millions de tonnes, en hausse de 2,4 pour cent (ou 27 millions de tonnes) par rapport à 2010,

en dépit de la baisse des perspectives de production du maïs aux Etats-Unis.

### Hausse des prix du riz

Les prix du riz ont également progressé grâce au prix de référence du riz thaï qui a gagné 5 pour cent par rapport à juillet, sous l'effet d'un changement de politiques en Thaïlande, premier exportateur mondial de riz, où les cultivateurs achèteront le riz paddy à des prix supérieurs au marché. Les perspectives rizicoles s'annoncent toutefois favorables avec un nouveau record de production de 479 millions de tonnes, soit une hausse de 2,5 pour cent par rapport à 2010.

### Faibles stocks

L'utilisation totale de céréales en 2011/12 devrait augmenter de 1,4 pour cent et être pratiquement en équilibre avec la production prévue en 2011. En conséquence, les stocks céréaliers mondiaux à la clôture des campagnes de 2012 demeureront vraisemblablement proches de leurs niveaux d'ouverture déjà bas. Seuls les stocks de riz devraient augmenter sensiblement, soutenus par la production record.

Les stocks de blé devraient tomber à leur plus faible niveau depuis 2009; ceux des céréales secondaires sont appelés à chuter également, avec les stocks de maïs qui dégringoleront à 124 millions de tonnes, leur plus faible niveau depuis 2007. Vu l'équilibre précaire de l'offre et de la demande de céréales secondaires, le rapport stocks/utilisation devrait tomber à des niveaux sans précédent de 13,4 pour cent. L'Indice FAO des prix des huiles/matières grasses a atteint en moyenne 244 points en août, signe d'une tendance à la baisse depuis le mois de mars, même s'il reste encore élevé en termes historiques.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers a avoisiné les 221 points en août, en recul considérable par rapport aux 228 points de juillet et aux 232 points de juin, mais toujours supérieur de 14 pour cent à la même période de l'an dernier.

L'Indice FAO des prix de la viande a affiché 181 points en août, soit 1 pour cent de plus qu'en juillet.

L'Indice FAO des prix du sucre s'est établi en moyenne à 394 points en août, soit 2 pour cent de moins qu'en juillet, mais toujours 50 pour cent de plus qu'en août 2010.

Pour plus d'info visitez  
notre site web:  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

# PHOTO FOCUS

## La FAO en Action



Juillet 2011, Nyanza Lac, Makamba.

Le technicien mécanicien recruté par la FAO explique à une partie des membres de l'association Gikumwete de Muyange à Nyanza Lac comment entretenir correctement la décortiqueuse qui leur a été donnée dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus. Au cours de 2011 la FAO a distribué 78 moulins et 27 décortiqueuses à plus de 105 associations, soit plus de 1 500 personnes, dans la plupart des régions du pays. A travers les activités génératrices de revenus, la FAO renforce les capacités de génération des revenus et d'auto prise en charge des populations vulnérables en milieu rural.



Aout 2011, Bugarama, Muramvya.

Des bénéficiaires du projet FAO financé par le Royaume de Belgique « Appui à la mise en place et à l'adoption rapide du système de certification de semences par les producteurs privés et les organisations paysannes agricoles (OPA) » procèdent au stockage des récoltes de pomme de terre dans un des 8 Hangars de stockage que la FAO a construits pour la conservation de la récolte. Les autres hangars construits par le projet se trouvent à Kirundo (1), Bururi (1), Muramvya (2), Mwaro (2) et Bujumbura rural (2). Chaque hangar de 93m<sup>2</sup> est doté d'une capacité d'environ 20 tonnes et est utilisé pour le stockage de pomme de terre et des grains. Soixante-treize (73) unités de stockage similaires mises en place par la FAO/CAUR depuis 2004 sont opérationnelles à travers tout le pays.



# LES RESULTATS DE L'APPUI DE L'UNION EUROPEENNE AUX RIZICULTEURS DE L'IMBO SATISFAISANTS



Plus de 12 000 personnes ont été recrutées dans les travaux d'Haute Intensité de Main D'œuvre (HIMO) dans le cadre du projet

Les riziculteurs des communes Mpanda, Mutimbuzi et Gihanga ont lors de la mise en œuvre du projet « Contribution à l'allègement de la flambée des prix des denrées alimentaires par l'amélioration des capacités de production des associations exploitant les périmètres irrigués de l'Imbo » pendant la dernière saison rizicole, récolté plus de 11 tonnes de riz par hectare contre 4 à 5 tonnes d'avant l'intervention de ce projet. Cette récolte a été enregistrée sur plus de 3 500 hectares de terrains agricoles cultivés qui ont été réhabilités par la FAO, avec le soutien financier de l'UE. En effet, grâce aux méthodes modernes apprises les bénéficiaires ont assisté à une augmentation des rendements, plus 60%.

Une telle production a été possible grâce aux travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures hydro agricoles d'irrigation, de stockage et les pistes menés par l'Union Européenne via l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et les partenaires au projet dont la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI) et les associations de riziculteurs. Plus de 61 kilomètres de pistes et 66 kilomètres de canaux ont été réhabilités, alors qu'environ 17,5 km de rivières et digues ont été réhabilités. Ces infrastructures servent pour l'irrigation de 3 500 hectares de cultures, en majorité de riz. Les pistes réhabilitées facilitent le transport du matériel agricole et le déplacement à travers les champs. La construction de cinq hangars facilite déjà le stockage de récoltes et des intrants tandis qu'une décortiqueuse remise dans le cadre du projet permet la

décortication du riz récolté. L'octroi des intrants dont 224 tonnes de semences diversifiées (de riz, en plus d'autres semences comme l'arachide, le haricot, le soja, le niébé, les semences maraichères, etc.) emblavées sur plus de 1000 hectares, est tributaire de cette bonne production. En même temps, les agriculteurs ont bénéficié de près de 900 tonnes d'engrais et de 18 000 outils agricoles pour pouvoir effectuer la culture.

La réintroduction de la traction bovine et la culture attelée est un autre facteur d'amélioration de la production. Environ 70 paires de bœufs ont été dressés et sont, depuis, à l'œuvre. Il peuvent accomplir un travail de 4 personnes notamment dans le transport des produits agricoles avec des charrues, « Avec les bœufs que l'UE nous a donnés, cultiver est moins pénible et la production a augmenté beaucoup cette année », a indiqué Bernard Bigirimana, bénéficiaire d'une paire de bœufs.

La production déjà enregistrée a également été rendue possible grâce au renforcement des capacités des bénéficiaires du projet, notamment les organisations paysannes. Ce volet est notamment illustré par la formation participative, dite « Champs-Ecoles Paysans » (FFS/CEP), une école participative sans murs, abordant les matières de maîtrise des filières, la gestion comptable et des conflits, la maintenance des infrastructures, les techniques culturelles, nutritionnelles et culinaires, et le traitement des maladies du bétail.

« La technique de SRI (Système de riziculture intensif) apprise à travers les FFS m'ont permis d'augmenter la production du riz passant de 4,5 tonnes à 8,5 tonnes, et en utilisant peu de semences, c'est-à-dire 8 kg au lieu de 60 kg sur ma parcelle de 50 ares », apprécie Bonaventure Hategeka, bénéficiaire de genre de formation. Le chiffre évoqué par cet agriculteur tombe bien dans la fourchette déjà évoquée et montrant un grand rendement du projet. La réussite du projet a également été possible grâce à la mise en œuvre d'un système de gouvernance et de suivi soutenu et inclusif.

## Des impacts avérés

Les résidents vivant dans le périmètre du projet et ses environs ont retrouvé l'espoir surtout lors des gros travaux. La conduite des travaux de réhabilitation basée sur l'approche « Haute Intensité de Main d'Œuvre » (HIMO) a permis l'embauche de 1200 personnes pendant sept mois, de juillet 2010 à janvier 2011, avec l'injection de plus de 600 000 USD dans la communauté. « Grâce à l'appui de la FAO, ma production a augmenté, mon mari a pu travailler et gagner de l'argent et mes enfants n'ont plus faim », a dit Clémentine NDIHOKUBWAYO, agricultrice de la plaine de l'Imbo.

Les bénéficiaires ont maintenant un accès accru aux marchés et services avec leur pouvoir d'achat amélioré par les revenus issus de l'augmentation de la production, rendue possible par l'appui de l'Union Européenne via la FAO. Selon une évaluation globale des effets et impacts socio économiques des





La renforcement des capacités des bénéficiaires a travers les formations participatives FFS



66 km de canaux, 17,5 km de digues et deux barrages ont été réhabilités dans la zone du projet



Une portion de plus de 60 km de pistes réhabilités dans le cadre du projet

actions du projet, les ménages appuyés par le projet disposent d'un revenu supérieur, soit un écart de revenu global estimé à 77% en faveur des bénéficiaires par rapport aux non bénéficiaires.

Les riziculteurs bénéficiaires de l'intervention maintenant utilisent adéquatement la production et les revenus grâce à un système de remboursement des prêts d'intrants en nature et une capacité accrue d'emprunter auprès des banques selon le rapport final du projet. La mobilisation d'un grand nombre de femmes évoqué également dans ce rapport caractérise une amélioration des conditions de vie en général et des groupes défavorisés dans cette zone. Le taux de satisfaction par les bénéficiaires de l'impact des activités du projet estimé à plus de 90% est consécutif aux efforts de réduction de la pauvreté et du chômage surtout lors les travaux de réhabilitation dans ce milieu. Grâce au projet, les bénéficiaires ont retrouvé une situation alimentaire normale comme celle des populations n'ayant pas besoin d'assistance d'urgence. D'autres indications font état d'une diminution de 60 % du recours à l'aide alimentaire, et une baisse du taux de malnutrition de 90 % entre janvier et juin 2011 dans la zone d'intervention du projet.

Le projet constitue une valeur ajoutée, même pour les agriculteurs des zones environnantes qui ont déjà commencé à adopter de meilleures pratiques dans le cadre d'une duplication de ce projet. « Le riz m'a permis de me construire une maison, de payer la scolarité de mes trois enfants et d'acheter des habits pour mon épouse et le reste de ma famille » a indiqué Jean Kenese, bénéficiaire de l'appui de l'Union Européenne et la FAO.

Mené depuis mai 2009 à mai 2011, le projet a bénéficié d'un appui financier de l'Union Européenne de 5,406,045 EUR destinés au renforcement des moyens d'existence de plus de 30 000 personnes vulnérables. Le projet a été mené dans un contexte de sérieux défis dans le pays dont les aléas climatiques, la flambée des prix, un état nutritionnel grave (un taux de malnutrition infantile de plus de 60 % selon l'UNICEF) et un accroissement démographique important à l'origine de la pression sur les terres arables dans le pays et dans le périmètre du projet en particulier.

### Un projet durable

La capacité accrue de production et de gestion autonome des acquis des activités par les associations de riziculteurs, la sensibilisation régulière pour le maintien en bonne état des infrastructures, des études environnementales et un souhait pour l'élaboration d'un schéma directeur pour l'exploitation durable de la Plane de l'Imbo confèrent aux actions du projet un caractère de durabilité.



# DES SEMENCES ET AUTRES INTRANTS MIS À LA DISPOSITION DES AGRICULTEURS PAR LA FAO LORS DES FOIRES DE LA SAISON 2012 A



Une des foires aux semences organisées par la FAO à Muyinga

Au cours de la saison 2011B, les bonnes conditions climatiques enregistrées au cours de toute cette saison et l'appui consistant en intrants agricoles apporté par divers intervenants dans le domaine de l'agriculture ont été tributaires de bonnes productions agricoles enregistrées au niveau des ménages pour toutes les groupes de cultures.

Néanmoins, le rapport de l'analyse IPC pour le deuxième semestre de 2011 montre que certains zones du pays sont toujours fragilisées par les effets combinés des perturbations climatiques, la persistance de la mosaïque sévère du manioc et le flétrissement bactérien du bananier.

C'est dans ce cadre que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) intervient pour appuyer les populations vulnérabilisées par les aléas climatiques, notamment les effets des perturbations

climatiques de La Niña (grêle, pluie torrentielle, etc.) avec la mise en place de la saison 2012A.

La FAO a apporté une assistance en intrants agricoles à travers le système des foires aux semences et d'autres intrants.

Du 19 septembre au 11 octobre 2011, ces activités se sont déroulées dans les provinces de Muyinga, Ruyigi et Cankuzo. Avec le financement du le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA en sigle) à travers le projet « Intervention d'urgence en appui des moyens de vie des ménages les plus vulnérables affectés par la perturbation climatique La Niña », plus de 25 000 ménages (soit 125 000 hommes, femmes et enfants) ont pu bénéficier de cette appui si indispensable.

Chaque bénéficiaire a reçu un coupon d'une valeur de 14 000 Fbu soit 12 USD pour l'achat des intrants de son choix

En plus, la FAO a octroyé environ 10 gr de semences maraîchères et une houe par ménage pour améliorer les niveaux de nutrition et les capacités de production.

Parallèlement, le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) a apporté une Ration de Protection des Semences (RPS) aux ménages bénéficiaires des foires, ceci dans le but de maximiser les taux de semis et chaque fois, la RPS a été distribuée avant l'organisation des foires. Cette ration couvre une période de 30 jours (estimation de la taille d'un ménage moyen étant de 5 personnes) et est composée de 33,75kg de céréales, 3,75 kg de légumineuses, 1,9 kg d'huile et 0,4 kg de sel, le tout totalisant environ 40 kg. Le ciblage des bénéficiaires a été organisé durant les premiers deux semaines du mois de septembre par les partenaires de la FAO en étroite collaboration avec l'administration et la population elle-même à travers l'approche de ciblage et validation publique.



# DEUX NOUVEAUX PROJETS POUR LA SÉCURISATION DU MONDE RURAL ET LA RÉSILIENCE AUX CHOCS CLIMATIQUES AU BURUNDI

Financé par le Royaume de Suède, le Projet « Autonomisation agro-économique de ménages vulnérables dans les provinces de Bujumbura Rural, Bururi, Makamba, Rutana, Gitega et Mwaro » qui s'étend sur deux ans, c-à-d, de mai 2011 à avril 2013, vise à contribuer à la sécurisation du monde rural à travers la mise en œuvre des actions à impact durable pour la réduction de l'insécurité alimentaire et la préservation de l'environnement. D'une valeur de 2 000 000 USD, ce projet appuiera 49 400 ménages constitués de retournés en cours de réinstallation, de femmes et d'orphelins chefs de ménages et de ménages affectés par les maladies chroniques (VIH) dans les six provinces.

A travers ce projet, la FAO, chargée de l'exécution, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE) mèneront des activités de nature à renforcer la coordination de l'assistance agricole d'urgence et de réhabilitation. Ils appuieront le transfert des connaissances (les innovations techniques) aux ménages vulnérables à travers la promotion de l'approche Champ Ecole Paysan (CEP/FFS) pour la relance de leur économie. Ils assureront également le suivi de la sécurité alimentaire par le Système d'Alerte Précoce et Suivi de la Sécurité Alimentaire (SAP-SSA) et le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), outils permettant une meilleure planification des interventions dans la domaine de la sécurité alimentaire et de l'affectation des ressources.

Le projet accroîtra également l'accessibilité et la disponibilité de semences et matériel végétal de qualité, et assurera la diversification des sources de revenu et d'alimentation à travers la promotion du petit élevage et l'intensification des cultures maraîchères et fruitières. Tout en contribuant au renforcement du tissu social dans la communauté rurale, les actions de ce projet vont aider les bénéficiaires à recouvrer leur dignité.



Les formations Champs Ecoles Paysans renforcent les capacités des agriculteurs vulnérables

Le deuxième projet « Intervention d'urgence en appui des moyens de vie des ménages les plus vulnérables affectés par la perturbation climatique La Niña », est en cours d'exécution dans les provinces de Kirundo et Muyinga. Il propose des mesures visant à procurer aux petits producteurs les plus vulnérables des zones les plus durement affectées, des intrants agricoles essentiels pour la mise en place des cultures à cycle court en vue d'augmenter rapidement le niveau de production durant les saisons 2011B et 2012A.

Financé par le OCHA (le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires) à hauteur de 876 330 USD, le projet vise à assurer à des agriculteurs

ayant raté la saison agricole 2011A à cause du manque de pluies, une reprise des activités agricoles en saisons 2011B et 2012A, afin de renforcer les capacités des ménages à faire face aux chocs, d'éviter l'extension d'une situation d'insécurité alimentaire grave et de protéger les plus vulnérables contre la malnutrition. C'est dans ce cadre que des foires aux semences viennent d'être organisées.

Le projet appuiera 30 000 ménages les plus vulnérables de ces milieux ruraux affectées par le déficit hydrique dû au phénomène La Niña, un phénomène caractérisé par des perturbations climatiques, notamment des pluies sporadiques et/ou pluie grêleuse.

# TAMP Kagera – Le Paysage aquatique de Bugesera est maintenant doté d'un Plan de Gestion et d'aménagement



Le paysage aquatique de Bugesera, grâce à l'appui de la FAO, est doté d'un plan de gestion et d'aménagement de ressources d'eau

Le Plan de Gestion et d'Aménagement était validé lors d'un atelier organisé au Centre des Conférences AMAHORO le 8 juillet 2011 en province Kirundo, au nord du Burundi. L'atelier a rassemblé 80 participants dont les autorités administratives des Ministères ayant respectivement dans leurs attributions, l'agriculture, l'environnement et , les experts environnementaux et les élus locaux. La présence du Ministre de l'Agriculture et de l'élevage était hautement appréciée en ce moment où les ressources naturelles se dégradent encore , et les lacs se dessèchent. Dans la zone de Bugesera, la province de Kirundo est la plus dégradée. Cette dégradation est exacerbée par une grande pression démographique et les méthodes de culture inadéquates ainsi que les changements climatiques. Selon le Chef de Projet KAGERA TAMP Salvator NDABIRORERE , Responsable du Project au Burundi, le Plan a « un double rôle de protéger les ressources naturelles et de lutter contre la pauvreté ».

## Quid sur le Plan de gestion et d'Aménagement du Paysage Aquatique de Bugesera

Le Plan vise l'amélioration et la maîtrise des systèmes naturels pour la régulation hydrologique et climatique, la conservation et l'amélioration des conditions de vie de la biodiversité des lacs, marais et la végétation de la localité de Murehe. Il cherche également de protéger les paysages spectaculaires et uniques du Burundi, pour leur valeur touristique, culturelle et scientifique, et pour

l'intégration de la population dans la gestion des écosystèmes de la région de Bugesera. Le Plan émane d'une loi consacrant une gestion commune par l'Etat (représenté par l'Institut National de l'Environnement et la Conservation de la Nature-NECN et l'administration locale) et la communauté, dans les proportions de 60-40 pourcent, le Gouvernement est ici responsable de la gestion journalière de l'Aire Protégée.

Les Paysages Aquatiques protégés dont le complexe marécageux de Bugesera et les collines associées permettront le public de bénéficier de son état naturel et esthétique, de mener des activités économiques normalement tout en respectant les modes traditionnels d'exploitation du sol. Dans cette catégorie de zonage, l'homme n'est pas considéré comme un facteur déstabilisant, mais nécessaire. Cette catégorie encourage la création d'autres zones et aires protégées spéciales visant la réduction des conflits. Au contraire, la catégorie appelée Réserve Naturelle Intégrale de Murehe, vise à interdire toutes les activités humaines afin d'assurer la régénération et le maintien des processus naturels. La réserve de Murehe ne prévoit pas de zone tampon, étant sur un espace étroit. La réserve prévoit également sa délimitation, le déplacement des populations vivant dans ce lieu.

La Réserve Naturelle Gérée, une autre catégorie de zonage, concerne la gestion des lacs Rweru, Rwiwinda et Kanzi-giri évoluant sous l'influence humaine et

nécessitant une protection. La pêche durable est permise dans ces ressources en eau. La création des conditions favorables notamment au retour des oiseaux accroîtra les activités touristiques, scientifiques et d'éducation. Cette zone consacre l'éradication de la jacinthe d'eau et d'autres plantes envahissantes. Les populations de Kuruyoka, un des zones marécageuses, seront déplacées de la réserve pour des raisons de protection.

Les Zones intégrales englobant les lacs Gacimirina, Nagitamo et Mwungere et les zones marécageuses des vallées secondaires de la rivière Akanyaru liée avec tous les lacs dont Nyavyamo, Ruduhira, constitue un zonage exempt de l'influence humaine pour le maintien des espaces naturels. Les Réserves Naturelles Gérées et les Zones Intégrales exigent l'installation des ceintures d'une distance de 50 m à partir des bords des lacs pour leur permettre de maintenir leur rôle de régulation de l'eau et de protection des animaux et leur milieu de vie.

La Protection des zones aquatiques demande l'organisation durable des activités de pêche notamment à travers les associations de pêcheurs, et , selon les cas , interdire la culture et la pêche dans ces milieux. Les plans de gestion relatifs à ce Plan exigent l'actualisation d'une loi portant délimitation de ces zones et l'adoption d'une autre loi portant participation communautaire dans les activités de protection.



Le programme appelle aussi au renforcement de la surveillance dans les zones protégées par la mise à disposition d'équipements aux gardes.



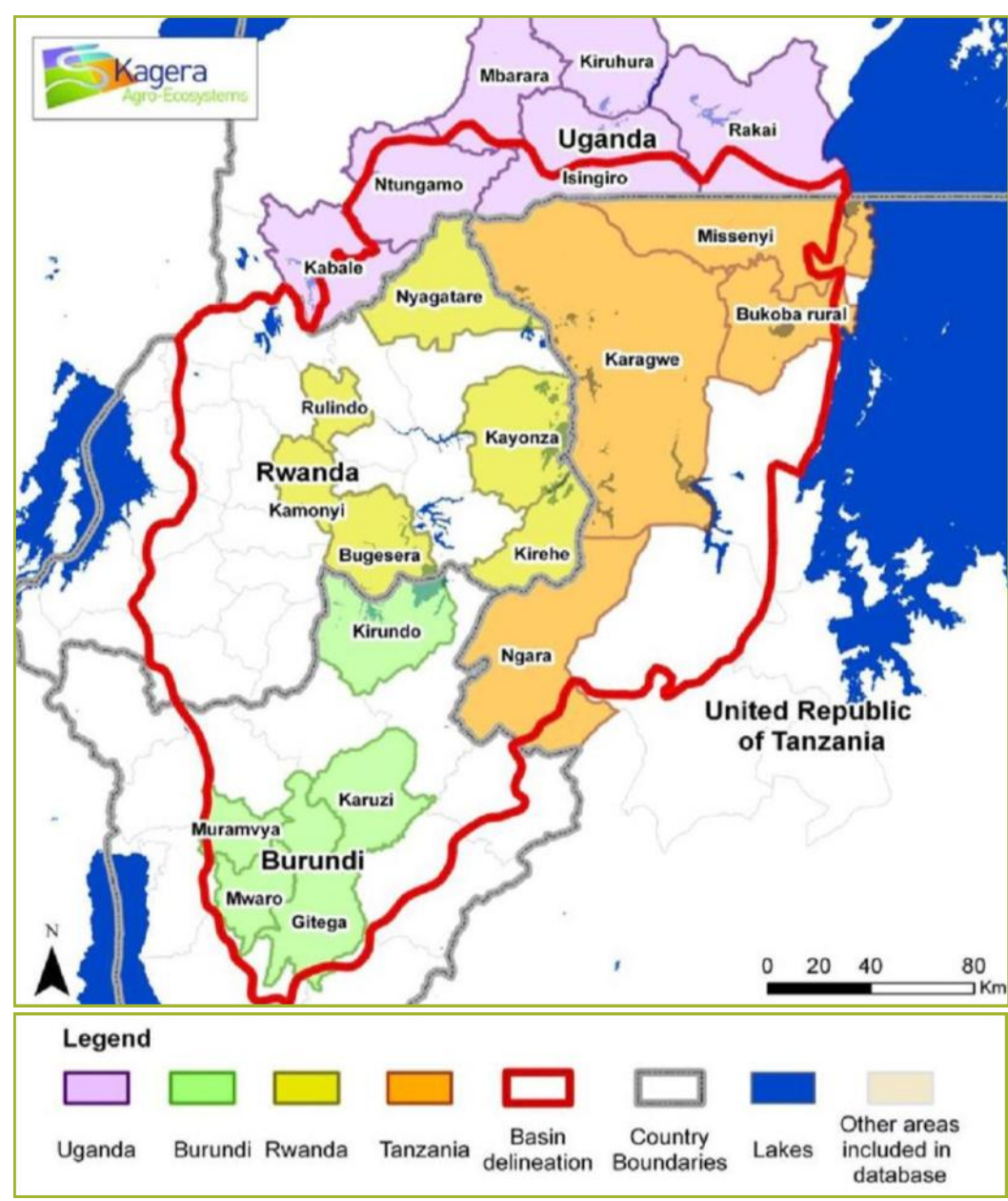
Une éducation environnementale durable est également requise pour tous les intervenants dans la protection ; c'est notamment les transporteurs, les pêcheurs qui contribuent à la pollution des lacs, sans oublier les autorités administratives qui sont parfois complices dans la dégradation des ressources aquatiques. La sensibilisation de la population impliquée dans la mise sur pied et l'administration des politiques est également d'une impérieuse nécessité. Le Plan de gestion encourage également la pratique de l'écotourisme qui peuvent générer des fonds qui seront à leur tour, utilisés pour l'entretien des zones aquatiques et les ressources qui s'y trouvent, et favoriser le développement socio-économique des communautés.

Une recherche sera notamment menée sur le développement intégré exigeant la participation, et sur la pêche durable et la coupe d'herbes dans les zones protégées. L'entretien des ressources biologiques va demander la pratique d'une agriculture durable intégrant l'agroforesterie et la protection du sol, des alternatives aux ressources biologiques, à côté des autres meilleures pratiques comme l'aquaculture, l'apiculture, la stabulation des animaux d'élevage, l'utilisation des filets adéquats, etc. La consultation et la coordination, combinées avec un système d'alerte, sont également dans le Plan de gestion et d'aménagement. Le Plan appelle à la mise en œuvre du code de conduite qui n'épargnera même pas les autorités. Pour être efficace, le Plan de Gestion consacre aussi la un plan de concertation et de développement communautaire interdisant la pêche non durable et le braconnage.

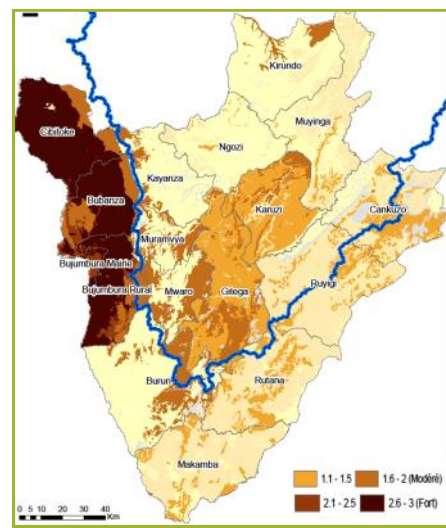
Les partenaires de la gestion de la zone aquatique de Bugesera demandent la continuation de la diffusion des lois sur la conservation de la nature et leur traduction en langue nationale (Kirundi). Ils demandent également l'adoption des textes d'application, un cadre de consultation permanente avec entre les intervenants de protection et les évaluations d'impact dans la mise en œuvre des projets dans la zone du Paysage Aquatique de Bugesera.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage est optimiste quant à la réussite de ce Plan, quand elle déclare qu'un problème exprimé est à moitié résolu.

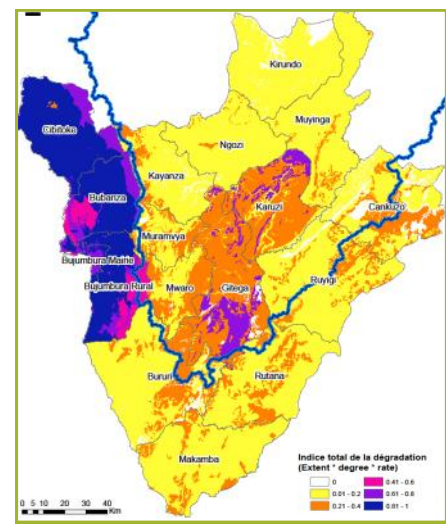
**Zones d'intervention du projet**



**Degré de dégradation des terres**



**Indice total de la dégradation**





# La FAO et le Gouvernement Japonais assurent la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des rapatriés au Burundi



Une association à Cankuzo, avec les poules et mangeoires reçue de la FAO



Une bénéficiaire avec ces trois chèvres à Ruyigi

Entre mars 2010 et juin 2011, le Gouvernement Japonais et l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (FAO) ont intervenu à l'Est du Burundi pour restaurer la sécurité alimentaire et les opportunités d'accéder aux moyens d'existence pour les membres les plus vulnérables de la communauté, surtout les rapatriés.

Avec un don généreux de 1 900 000 USD du Gouvernement japonais, la FAO/CAUR a été en mesure d'intervenir dans les provinces de l'Est du Burundi : Ruyigi, Rutana et Cankuzo, et d'assister directement plus de 30 000 ménages (soit 150 000 hommes, femmes et enfants) en intrants agricoles et d'apporter un appui technique pour une garantie d'opportunités des moyens d'existence, la génération des revenus et une réintégration harmonieuse des rapatriés dans leurs communautés d'accueil.

Le projet a mené une série d'activités, notamment la recapitalisation des ménages en bétail (chèvres et poules), semences et pépinières, la construction des hangars de stockage pour les produits agricoles, les activités génératrices de revenus (AGR) et des foires aux semences. La FAO a travaillé en partenariat avec les ONG locales ADIC et SO-PRAD (Cankuzo) et l'ECONOMAT

(ainsi qu'avec le bureau décentralisé de l'agriculture et de l'élevage au niveau provincial) et les DPAE de Rutana et Ruyigi.

La crise au Burundi a occasionné le déplacement d'un grand nombre de personnes, la plupart d'entre eux ayant fui la violence vers les pays voisins comme la Tanzanie. Le récent retour à la stabilité et à une sécurité relative au Burundi justifie le rapatriement de plus d'un demi-million de réfugiés à partir des pays voisins de 2002-2011.

“Pendant la crise, la vie était difficile”, dit Anésie Gaterekwa, un récent rapatrié qui était un déplacé interne lors de la plus grande crise des années 1990, et qui ajoute “à ce moment-la, nous dormions dans la brousse pour fuir la violence. Nous n'étions pas sûrs du lendemain ».

## Recapitalisation en bétail

La distribution de 1500 chèvres faite dans le cadre de ce projet a permis 500 ménages vulnérables (2500 hommes, femmes et enfants vulnérable) de recevoir 3 chèvres chacun, avec un kit vétérinaire et une formation. En outre, une formation dans l'usage des compostières était dispensée à chaque ménage, ce qui

leurs a permis de plus que doubler leur production agricole de maïs et de haricot par l'utilisation du fumier organique généré par les chèvres.

“J'espère qu'avec ces chèvres, je serai en mesure d'avoir une meilleure récolte grâce à ce fumier que je viens d'obtenir”, Gaterekwa continue, “et avec cette bonne production, non seulement serai-je en mesure de nourrir ma famille, mais aussi de vendre le surplus, et avec ce revenu, je peux acheter les choses dont on a le plus besoin à la maison, comme les habits et les médicaments ».

La recapitalisation menée dans le cadre de ce projet, ajoutée à la création des moyens d'existence et l'accroissement de la production agricole et l'assurance de la sécurité alimentaire, aident également dans la promotion de la cohésion sociale à travers la chaîne de solidarité, un système à travers lequel les premiers descendants des ces chèvres seront donnés aux ménages vulnérables de la communauté.

“En donnant les premiers descendants de mes chèvres à mes voisins, je consoliderai les relations avec ma communauté, nous pourrons tous vivre mieux”, a dit Léocadie Kabera, une veuve vulnérable dont toutes les chèvres avaient été volées pendant la crise.





Un bénéficiaire des AGR avec un Moulin octroyé par la FAO



Un bénéficiaire de Bujumbura rural inspecte ses chèvres acquises de la FAO

A part les chèvres, 49 000 poulettes étaient distribuées à 700 ménages vulnérables (7 par ménage), avec 700 mangeoires, 56,5 tonnes d'aliments pour volailles et une formation de base en santé de ces volailles. Cela a pu promouvoir la sécurité alimentaire et permettre la diversification des activités agricoles et les sources de revenus.

### Semer pour l'avenir

Des foires aux semences étaient organisées dans les provinces de Cankuzo, Ruyigi and Rutana et ont ciblé 22 350 personnes dont chacun a reçu un coupon de 14 000 Fbu, avec lequel elles ont pu acheter des semences de leur choix. Même si la plupart des bénéficiaires ont acheté des semences de haricot (plus de 80%), certains ont acheté du riz, d'autres encore ont acheté du maïs. En plus des coupons, des houes et dix grammes de semences maraîchères, leur permettant de diversifier

leur production agricole étaient données à chacun des bénéficiaires.

En plus des foires aux semences, des semences de haute qualité étaient multipliées et distribuées, pour diversifier la production agricole et développer la capacité des agriculteurs à répondre aux crises alimentaires. 93 tonnes de plançons de pomme de terre, 1 000 000 boutures de manioc, 8 000 000 cordes de patate douce ainsi qu'une variété d'autres semences comprenant l'arachide, le soja, et le tournesol étaient distribuées. Une gamme de semences maraîchères totalisant 1800 kilos étaient distribuées, avec 161 500 plants fruitiers (papaye, citron, avocats) étaient également distribués

Six hangars de stockage étaient construits dans les trois régions ci-haut mentionnées, pour renforcer les capacités des agriculteurs à stocker les semences et à planifier à long terme et accroître la capacité de résilience à l'insécurité alimentaire.

### Génération des revenus

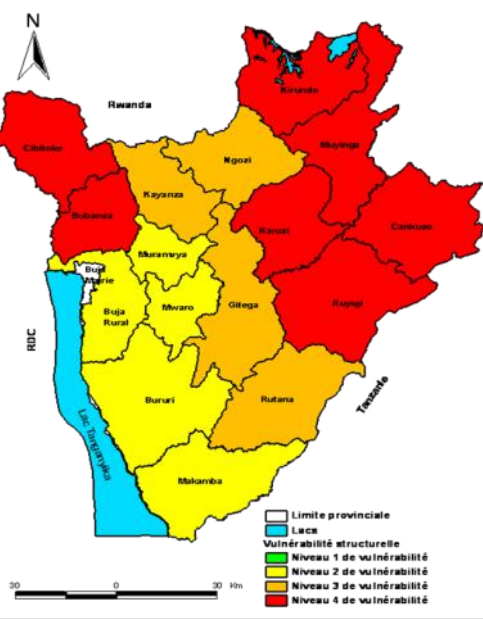
Un autre aspect important des interventions de la FAO était la mise sur pied et l'appui aux Activités génératrices de Revenus (AGR). Ces AGR ont permis aux groupes et associations avec des faibles opportunités de moyens d'existence et les personnes qui n'ont pas d'emplois ou des terres cultivables de générer des revenus essentiels. 869 individus bénéficiaires de ces activités, regroupés dans différentes associations et groupes, ont bénéficié d'une formation dans l'organisation et la gestion d'une AGR, notamment les aspects financiers, de communication et de la résolution des conflits.

Au total, 36 unités de transformation étaient distribuées, dont 29 étaient des moulins et 7 des décortiqueuses. Ces activités ont déjà montré des résultats avec nombreuses associations générant des revenus qui leur ont permis de mener des activités et acheter des parcelles pour les cultures.



# LA FAO APPORTE UN SOUTIEN AU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE A TRAVERS L'OUTIL IPC

Cartographie provinciale de la vulnérabilité chronique



Le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC en sigle), est un outil qui aide à identifier où, quand et qui est le plus vulnérable aux chocs et menaces à la sécurité alimentaire. L'IPC est un outil innovant basé sur la collaboration de plusieurs agences et visant à améliorer les analyses de la sécurité alimentaire. Cet outil peut être considéré comme un 'thermomètre de la sécurité alimentaire' qui aide les différents acteurs à se préparer aux crises futures. Plusieurs activités sont corolaires à l'analyse proprement dite, comme la formation et le renforcement des capacités analytiques des parties prenantes (techniciens du gouvernement, agences UN, ONG, société civile, etc.). L'IPC encourage un consensus entre les gouvernements, les agences des Nations Unies et les acteurs humanitaires en leur fournissant un outil objectif qui permet d'éclairer la prise de décisions. C'est grâce à cet outil la nature, la sévérité et l'ampleur des crises alimentaires sont identifiées, se basant sur les populations que sur les moyens d'existence de celles-ci.

## Renforcent les capacités du Gouvernement

L'outil a été apporté au Burundi par la FAO en 2006, et depuis lors, des

analyses et cartographies de la sécurité alimentaire sont développées tous les six mois, s'appuyant sur cette référence. Une centaine de cadres répartis dans différentes agences Onusiennes, départements gouvernementaux et sociétés civiles sont initiés à la manipulation de l'outil pour l'analyse de la sécurité alimentaire. En effet, fournir un appui technique et analytique au Gouvernement et ses partenaires dans la gestion de l'insécurité alimentaire récurrente au Burundi figure parmi les priorités de la FAO. C'est pour cela que le transfert des capacités de la FAO au Gouvernement est en cours, à travers le 'hand-over' de l'outil IPC. La gestion de l'outil IPC est de cet fait en étroite collaboration entre la FAO, le Gouvernement du Burundi au travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

## Aperçu sur le niveau de sécurité alimentaire au Burundi, entre juillet et décembre 2011

Par rapport d'il ya deux ans, la sécurité alimentaire a connu une amélioration importante, et les principales améliorations sont plus perceptibles dans la plaine de l'Imbo. En 2009 des inondations et des importantes déficits hydriques ont poussé la plaine dans la phase III de l'IPC, cet à dire de « Crise alimentaire aigue avec crise des moyens d'existence ». Après deux années de soutien par la FAO et autres organisations, à travers des travaux de réhabilitation hydro-agricoles et un combat mené contre la mosaïque sévère du manioc, combiné avec une situation de très bonne pluviométrie, la plaine de l'Imbo est dans la phase II de « Insécurité Alimentaire Modérée » ; une amélioration importante. D'après les techniciens de la FAO 'si un support similaire est donné dans la plaine de Moso encore soumise aux crises alimentaires, la situation alimentaire pourrait être rehaussée'.

L'analyse a signalé une augmentation de 3% des productions agricoles pour la saison 2011B par rapport à la saison 2010B. Parmi les cultures qui ont connu des améliorations importantes sont le riz, le blé et le manioc, cultures ayant bénéficié des appui de développement

pendant cette année. Cette amélioration diffère selon les régions géographiques ; Kirundo et Makamba ont connue des améliorations de 12% et 7% respectivement, et Cankuzo et Muyinga ont connu par contre une chute de 5% et 2% respectivement.

Les dépressions de l'Est du pays (Moso) souffrent depuis quelques saisons et ont été classées dans la phase III de l'IPC. En plus d'un déficit hydrique pendant la saison 2011B ils ont été fragilisés par la mosaïque sévère du manioc et le flétrissement bactérien du bananier (BXW). Les Villages Ruraux Intégrées sont aussi dans la phase III, et ont besoin d'un appui additionnel pour soutenir leurs moyens d'existences très faibles.

Attaquée par la moisissure blanche des haricots et frappées en même temps par des orages grêleuses, des collines dans la province de Bururi ont été classées dans la phase III, comme la commune de Kabarore en Kayanza, qui est confronté à des conditions structurelles particulièrement contraignantes, qui a aussi été classée dans la phase III. Selon l'analyse, le reste du pays est dans la phase II ; « Insécurité alimentaire modéré », avec des risques marquées dans certains lieux.

## Les effets des perturbation climatiques au niveau régional

Le phénomène météorologique de 'La Niña' au Burundi a causé des perturbations climatiques, notamment de la grêle, de la pluie torrentielle et de la sécheresse modérée. Au niveau régional ce phénomène a causé une chute très important de pluviométrie et de sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Une solution de famine qui sévit dans cette partie de l'Afrique a des effets indirects sur le niveau d'accès alimentaire au Burundi, affectant notamment le niveau d'importation, étant donné que le pays s'approvisionne dans certains des pays touchés par la sécheresse et/ou sur le même marché que ceux-ci.





# UN PROJET DE LA FAO AIDE LES AGRICULTEURS KENYANS À FAIRE FACE À LA SÉCHERESSE

LES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE AUJOURD'HUI SERVENT À PRÉVENIR LES CRISES ALIMENTAIRES DEMAIN



Aménagement des champs en terrasses afin de lutter contre l'érosion et de conserver l'eau de pluie

13 octobre 2011, Mwingi, Kenya - Avec le démarrage de la saison des pluies en octobre, la FAO aide plus de 5 000 ménages ruraux vulnérables de l'est du Kenya à aménager leurs champs en terrasses afin de lutter contre l'érosion des sols et conserver l'eau de pluie qu'ils récoltent en construisant de petits barrages.

En échange de leur travail, les agriculteurs reçoivent des bons pour acheter de la nourriture et des matériaux de construction pour les barrages qui appartiennent à la communauté. Dans cette région de collines, les pluies sont souvent subites et intenses. Elles balayent la couche arable des sols. Les eaux de pluie sont emportées par le ruissellement et les lits des rivières demeurent à sec tout le reste de l'année.

Or, les cultures en terrasses et la construction de barrages peuvent briser ce cercle vicieux. "Des initiatives comme celle-ci aident les agriculteurs à limiter les dégâts et à retomber rapidement sur leurs pieds", indique Dan Rugabira, Représentant de la FAO au Kenya. "En renforçant leur résilience face au climat aujourd'hui, nous pouvons les aider à conjurer les crises demain". Pendant ce temps, les stocks de semences dans la région sont quasiment épuisés et l'envolée des prix des aliments et du carburant viennent aggraver les difficultés, forçant les familles à réduire leurs repas quotidiens ou à brader leurs animaux.

Bien que difficile, la situation alimentaire dans ces parties du Kenya oriental n'est pas aussi dramatique que dans d'autres régions ou en Somalie. "C'est précisément la raison pour laquelle ces types de projets sont si importants en ce moment", souligne M. Rugabira. "Nous donnons aux familles des bons qu'ils peuvent échanger contre des articles de première nécessité ou de la nourriture, tout en construisant des infrastructures vitales pour améliorer leur résilience afin qu'ils ne soient pas pris au dépourvu à chaque fois que les pluies se font désirer".

## Renforcer la résilience

Avec près de 3,6 millions de dollars octroyés par la Suède, la FAO collabore avec le gouvernement local et les partenaires de développement pour venir en aide aux individus les plus vulnérables -notamment les personnes âgées, les mères célibataires et les personnes infectées par le VIH.

Ils aident les agriculteurs à cultiver en terrasses au moins un acre de leurs champs afin de réduire l'érosion du sol et le ruissellement des eaux. Le travail est trop dur pour une personne seule. Mais en travaillant en groupes dans le cadre d'écoles de terrain, les agriculteurs seront en mesure de préparer leurs champs à temps pour la saison des pluies, en améliorant les

possibilités de meilleurs rendements, en particulier en semant des cultures plus adaptées à l'environnement aride.

De même, la FAO et ses partenaires aident les agriculteurs à construire des barrages de sable simples dans les lits des rivières voisines afin de retenir l'eau pour les cultures et les usages domestiques, ce qui permettra de réduire drastiquement le temps qu'ils passent à aller chercher de l'eau.

## "Jamais je n'aurais pu toute seule"

La plupart des habitants de cette région aride et semi-aride survivent en cultivant de petits lopins de terre et en élevant quelques bovins, chèvres ou moutons. Ils dépendent des précipitations pour cultiver les céréales comme le sorgho, le mil et, de plus en plus, le maïs, ainsi que les légumineuses comme le niébé, les haricots mungo, les pois d'angole et les haricots. Toutefois, compte tenu des pluies très irrégulières pendant plusieurs années consécutives, les agriculteurs n'ont pas pu rentrer une récolte correcte en deux-voire trois- campagnes agricoles.

Durant les périodes de soudure, les agriculteurs les plus pauvres cherchent souvent du travail ailleurs, "en allant travailler dans les exploitations de ménages plus aisés pour pouvoir acheter de la nourriture", indique Paul Omanga, responsable de la production agricole pour la FAO au Kenya. "Ils finissent ainsi par négliger leurs propres fermes." Le projet de la FAO encourage les agriculteurs à améliorer leurs propres parcelles. Il leur donne aussi des notions de nutrition et leur enseigne comment éviter l'infection par VIH tout en les aidant à acquérir des compétences entrepreneuriales en matière d'aviculture ou de cultures maraichères.

"Jamais je n'aurais pu réaliser cela toute seule", affirme Jane Nzambi, une mère célibataire de 43 ans avec 5 enfants à charge, en montrant une tranchée profonde qui traverse ses champs et qui permettra de piéger et de stocker l'eau de pluie. "Sans cette aide, je serais encore en train de pousser ma brouette pour aller chercher de l'eau à vendre aux autres".



# LE MARAICHAGE ET L'AGROFORESTERIE - TOUJOURS À L'HONNEUR À LA FAO

La FAO reste pionnière dans le domaine du maraichage/horticulture et de l'agroforesterie notamment pour la génération des revenus familiaux, l'amélioration de la qualité nutritionnelle et la protection des terres agricoles.

Une des stratégies de la FAO est d'initier la population à la pratique du maraichage, notamment à travers une série de formations participatives ; les Champs Ecoles Paysannes (CEP/FFS). Un exemple tout récent est celui de la formation dispensée aux techniciens agronomes qui s'est déroulée à Ruyigi du 6 au 8 septembre et qui a regroupé 23 techniciens agronomes venus des provinces de Ruyigi, Rutana, Mwaro, Muramvya, Ngozi, Muyinga, Kayanza et Cankuzo dans le cadre du projet « Assistance aux ménages vulnérables pour améliorer leurs moyens d'existence et contribution au renforcement institutionnel de la surveillance de la sécurité alimentaire au Burundi ».

A travers cette formation, ces techniciens participent dans l'encadrement des bénéficiaires des projets exécutés par la FAO. Pendant les deux jours de formation, l'apprentissage portait sur les aspects théoriques de la production intensive des cultures maraîchères, complétés par une journée de visite de terrain à Giheta pour illustrer les séances théoriques. L'objectif de cette formation était d'améliorer et diffuser de nouvelles connaissances agricoles visant à renforcer les capacités des producteurs et d'améliorer les niveaux de nutrition et en fin la sécurité alimentaire.

Les impacts de telles formations se reflètent sur les activités des programmes et des projets de la FAO notamment celles du « Programme LRRD d'Appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi, composante sécurité alimentaire agricole ». Ce programme a démarré en janvier 2011 et a été mis en œuvre à travers le nouveau sous-bureau de Makamba, avec l'appui financier de l'Union Européenne. La pratique du maraichage dans la zone de ce projet, composé des Villages Ruraux Intégrés de Makamba (Nyabigina, Musenyi, Nyakazi) ; Bururi (Mutambara I, Butambara II, Busebwa, Buzimba) et Rutana (Nkurye I, Nyurye II, Murembera) et les communautés d'accueil, se justifie



Une agricultrice dans son champ de choux



Des semences distribuées par la FAO



La cultivation des tomates peut améliorer la nutrition



notamment par l'accès à la terre dérisoire ou quasi inexistant pour les ménages qui habitent ces Villages Ruraux Intégrés (accès limité aux parcelles de case). Le maraichage est pratiqué pour cette catégorie de personnes grâce à l'aménagement des parcelles attribuées à ces rapatriés, les résidents le faisant sur leurs parcelles généralement de grande dimension.

C'est dans cette optique que, par exemple, les habitants des VRI de Mutambara I et Mutambara II ont temporairement reçu du Gouvernement, à travers la prison de Rumonge 8 hectares pour le développement du maraichage, et ceux de Busebwa et de Buzimba ont acquis 4ha comme prêt saisonnier de la part de PIA Rububu. Les habitants du VRI de Nyabigina et Musenyi exploitent de petits lopins de terres empruntés aux communautés d'accueil. Les bénéficiaires du VRI de Nyakazi ont reçu de l'administration 40ha dans la vallée Rwayumba, tandis que ceux de Rutana à Nkurye I et II et Murembera ont pu exploiter le marais de Mukazyé prêté par la DPAE Rutana.

En plus des semences maraîchères, la FAO a attribué des engrais et du fumier (provenant notamment de la volaille) aux ménages vivant dans les VRI pour l'amélioration de leurs parcelles, notamment pour la saison 2011C. Au même temps, la FAO, à travers notamment l'INECN (Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature), a disponibilisé des semences agroforestières et du matériel pour la production des plants destinés à l'installation des dispositifs agroforestiers et des boisements familiaux sur des parcelles de la communauté d'accueil et celles de ces rapatriés.

Les essences forestières étant écologiquement adaptés aux sites choisis ; des pépinières sont en production notamment à Karera et Mushara et l'installation des plantations est prévue pour les mois de novembre et décembre 2011. De ces pépinières il est prévu une production d'environ 275 000 plants agroforestiers, 227 hectares de *Grevillea* à planter en agroforesterie, et 32 km des légumineuses arbustives fourragères (*Caliandra Leucena leucophala*) à planter sur les courbes de niveau et autour des maisons de VRI.

Les VRI de Makamba et Rutana sont concernés par cette initiative et bénéficieront de niveaux alimentaires accrus grâce aux actions de la FAO menées sur Financement de l'Union Européenne.



Une bénéficiaire des interventions FAO du maraichage avec ses mangues



Les FFS sur le maraichage



La culture de tomates

Dans les VRI de Bururi sans accès à la terre, l'effort est concentré aux cultures de case, et il est même prévu des achats complémentaires pour la couverture des besoins en plants.

Les semences maraîchères (aubergines, carottes, choux, oignons, concombre, piment, poireaux, poivrons, amarante, etc.) ont particulièrement été attribués aux bénéficiaires en juillet 2011. Des outils aratoires comprenant notamment des houes, pulvérisateurs, arrosoirs, et des pompes à pédales ont été distribués pour renforcer les capacités de production dans ce domaine.

L'extension de la culture maraîchère à travers tout le pays est tributaire des distributions directes de semences réalisées par la FAO avec en moyenne 3 600 kg/an depuis 1997 (53 935 kg distribués à ce jour). Le maraichage a largement permis les ménages pauvres d'avoir l'accès aux revenus monétaires et de contribuer substantiellement à l'amélioration de la qualité nutritionnelle.

La plantation des arbres fruitiers (1 281 482 arbres fruitiers distribués depuis 2006) a augmenté les moyens d'existence des ménages par la vente des fruits mûrs et le statut nutritionnel des bénéficiaires, notamment les enfants et les malades du VIH.



# CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION EN GRANDE POMPE A MWARO



La célébration de la journée internationale de la femme rurale est pour Mme LANDGREN, la reconnaissance et la valorisation de la contribution des femmes dans la reconstruction du tissu social. En s'investissant dans les problèmes des femmes notamment à travers la lutte contre la discrimination, et la réponse à leurs besoins, l'implication des femmes dans la prise des décisions, le Burundi comme les autres pays, sera, selon elle, sur la voie de répondre aux problèmes de développement. Les questions d'inégalités de genres sont selon l'Honorable RUFYIKIRI, en train d'être résolues dans le pays, référence faite à l'intégration des femmes dans les différents niveaux de l'administration publique. Il recommande la prise en compte de la femme dans toute initiative de lutte contre la pauvreté.

## Une occasion de faire le bilan des réalisations dans promotion de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté en général

Pour le Deuxième Vice-président de la république, Gervais RUFYIKIRI, le jour de la célébration conjointe des trois journées était « une journée extraordinaire », comme il a coïncidé avec le lancement de l'année agricole ; une occasion également de faire une évaluation du pas franchi et d'ébaucher des perspectives. En effet, selon l'Honorable RUFYIKIRI, parmi les réalisations liées au thème de la JMA, le gouvernement a cette année, augmenté le budget agricole de 3 à 7 pourcent. Il a intensifié la multiplication des plantes vivrières et la distribution des engrais à temps. A côté de cela, la construction et la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles, notamment d'irrigation, ont été menées, initiative qui a par exemple permis la réhabilitation de plus de 1800 hectares de terres arables dans la plaine de l'Imbo. Le bilan comprend également des travaux de lutte contre l'érosion notamment par l'installation des terrasses pour la protection du sol ; la poursuite de la recapitalisation des ménages en cheptel et les programmes de lutte contre les maladies des plantes et du bétail. La contribution des organisations telles que FIDA, PARSE, PAIVA-B PPCDR et autres, ainsi que le soutien de la population ont dans la réalisation de ces actions été soulignés par le Deuxième-Vice Président.

Le Deuxième Vice-Président de la République remettant le prix au premier gagnant de la sélection des meilleurs agriculteurs. A côté, la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, et le délégué de l'Union Européenne

Rehaussées par le Deuxième Vice-président de la République, les festivités organisées au stade de la commune KAYOKWE en province MWARO ont vu la participation d'autres invités de marque notamment, deux membres du gouvernement à savoir le Ministre de l'Agriculture et celui en charge de l'Environnement ; les parlementaires, les représentants des organisations internationales dont Mme le Représentants du SG des Nations Unies au Burundi, le délégué de l'Union Européenne ainsi que des autorités administratives à différents niveaux. La délégation de la FAO était représentée par le Chargé du Programme, Mr Apollinaire MASUGURU. La célébration de la JMA a coïncidé avec les Journées Internationales dédiées à la femme rurale, et à la lutte contre la pauvreté.

## La problématique des prix au centre des interventions lors de la JMA 2011

Constituant le cœur du thème de la célébration de la JMA, la problématique des prix des denrées alimentaires et même d'autres produits est souvent revenue dans les discours des intervenants comme celui du Délégué de l'Union Européenne au Burundi, Ambassadeur Stéphane DE LOCKER, celui de Mme la Représentante du SG des NU où elle reconnaît que la lutte contre la fluctuation des prix des denrées alimentaires est une voie sûre pour combattre la faim. « L'évolution non contrôlée des prix porte préjudice à la vie des

agriculteurs et même des consommateurs », a-t-elle indiqué. Pour, Mme Karin LANDGREN Représentante Exécutive du Secrétaire Général des Nations, le prix du carburant est un des facteurs venus aggraver la situation d'insécurité alimentaire. L'autorité Onusienne, de renchérir que l'augmentation de la productivité agricole et l'amélioration du marketing des produits agricoles sont des ferments de la promotion de la sécurité alimentaire, et de saluer le fait que la Communauté East Africaine s'y implique déjà.

## La femme, identifiée comme pilier du développement

L'implication de la femme a été identifiée comme étant la clé pour le développement et la promotion de la sécurité alimentaire au Burundi. « La femme est un pilier de la production », a souligné le Deuxième Vice-président de la République, qui ajoute que la femme joue « un rôle fondamental dans la constitution de la richesse de son ménage ».

Selon Mme la Représentante du SG des NU, il n'y aura pas de développement sans la participation effective de la femme rurale. « Elle joue un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté, contribue à l'assurance de la sécurité alimentaire et à la croissance économique » a indiqué Mme LANDGREN. Selon elle, la promotion des droits de l'homme, du développement et surtout de l'investissement dans le monde rural, conditionneront l'assise d'une paix durable.



Le pays a selon l'autorité Burundaise, commencé à constituer des stocks vivriers pour notamment contrecarrer l'exportation abusive et irrégulière de la production. C'est une initiative qui aidera à lutter contre le gaspillage de la production et la faim. Il interpelle la population à adopter de meilleures pratiques agricoles, notamment les plantes générant une grande production sur de petites parcelles, en ce moment où la poussée démographique est galopante. C'est pourquoi, il faut, selon RUFYIKIRI, réduire les naissances, comme les terres s'amenuisent de plus en plus. L'utilisation du fumier organique et la pratique d'un élevage basé sur des races améliorées d'animaux sont parmi les autres bonnes pratiques agricoles que l'autorité burundaise conseille aux agriculteurs.

Dans le combat contre la pauvreté, le Vice président RUFYIKIRI a souligné le rôle de la jeunesse dont la tâche principale est d'abord d'étudier assidument pour qu'après elle participe au développement du pays. Une lutte acharnée contre les fléaux liés à la pauvreté tels que le banditisme, la dilapidation des biens publics doit selon RUFYIKIRI être menée. Il met en garde les coupables de la fraude qu'ils seront traqués jusqu'à leur dernier retranchement et punis sévèrement, conformément à la loi.

Bilan également des interventions de l'UE. Le Délégué de cette organisation fait mention d'une assistance donnée à plus de 22 000 ménages affectés par la sécheresse en 2010 au Burundi. Depuis 2004 à ce jour l'Union européenne a selon le délégué de cette organisation, donné une assistance de 40 millions d'Euros. A travers le Projet Facilité Alimentaire de l'Union Européenne, le Burundi est l'un des cinquante pays ayant bénéficié d'un appui dans le secteur de la sécurité alimentaire.

C'est également dans cet objectif de lutte contre la pauvreté et de promotion de la sécurité alimentaire que le deuxième Vice-président a procédé au lancement de l'année agricole 2011-2012, une cérémonie organisée depuis les régimes royaux et connus sous « la fête des semailles-UMUGANURO ». L'Honorable RUFYIKIRI a fermement interpellé les agriculteurs de commencer à semer, en mettant en œuvre les nombreuses compétences existant en matière agricole.

Afin que la lutte contre la pauvreté reste une réalité, l'autorité Burundaise en a appelé aux partenaires du Burundi d'augmenter leur appui en matière de



Le Secrétaire Permanent du MINAGRIE reçoit un cadeau de lait de la part d'un éleveur rapatrié de Rumonge

développement, tout en leur remerciant pour l'assistance déjà apportée en matière de développement. « Je sollicite l'augmentation de vos apports pour permettre le Burundi d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Le secteur d'agro élevage reste le pilier du développement au Burundi », a-t-il insisté. C'est comme suite à cet appel que l'Union Européenne a affirmé son appui continu au Burundi pour permettre le pays à atteindre l'objectif du millénaire pour le développement visant la réduction de moitié du nombre de personnes vivant d'une extrême pauvreté et de la malnutrition d'ici 2015. C'est suite à cette initiative de rester au côté du Burundi que le délégué de l'UE a annoncé un nouveau financement de 8 millions d'Euro pour 2012. C'est la même organisation qui a mis à disposition sept génisses de race frisonne pour primer les meilleurs agri-éleveurs lors de la JMA de cette année.

La lutte contre la pauvreté, c'est également cette encouragement de la compétition entre les agri-éleveurs. C'est à cette fin que le Deuxième Vice Président a accordé des prix aux meilleurs agri-éleveurs du pays. Les prix étaient donnés au niveau national, provincial et communal. Le premier dans le classement national est Mr NGENDAKUMANA Déo de la colline Mwirire en commune Bugendana de la Province Gitega, qui a reçu deux génisses avec 50kilos de tourteau, 200kilos de grains de coton constituant l'alimentation des ces vaches, et deux bidons d'huile servant d'alimentation de sa famille. Les gagnants au niveau provincial et communal ont chaque fois eu une génisse et des aliments pour bétail. Les associations gagnantes eux, ont eu du riz, des

engrais, des houes des semences maraichères ainsi que du matériel aratoire. Signalons que ces prix ont été mis à disposition par diverses organisations dont l'Union Européenne, la FAO, ISABU PRODEFI et d'autres.

La province de Mwaro où la JMA a été célébrée fait face à une surpopulation, avec 400 hab au km<sup>2</sup> (dans certaines communes) contre une moyenne nationale de 250hab au km<sup>2</sup>. C'est une province qui a connu une épisode de grêle pendant la saison 2011A dû aux changements climatiques, mais ayant vu l'intervention humanitaire de différentes organisations dont la FAO et le PAM. Les autorités de cette province demandent la mise à disposition d'engrais suffisants pour éviter que les commerçants ne continuent à demander un grand prix pour cet intrant. C'est une province qui, pour contrer des éventuels déficits alimentaires, a commencé à constituer des stocks de sécurité.

Rappelons que la triple célébration avait été précédée par une semaine dédiée à l'alimentation ponctuée de présentations et une exposition agricole sur le thème de la JMA « Prix des denrées alimentaires : de la crise à la stabilité », cadre dont la FAO était l'une des organisations les plus visibles.



Les participants étaient très nombreux



# DE LA NOURRITURE POUR LE VILLAGE

## L'AGRICULTURE, VITALE POUR LE PROCESSUS DE RÉINSERTION



Dispenser un savoir-faire technique aux ménages pour leur permettre de cultiver leurs propres champs

Le retour en masse de réfugiés est un signe évident que la paix progresse au Burundi, même s'il exacerbe la pression sur la capacité limitée du pays de nourrir sa population croissante. La FAO aide les rapatriés à cultiver pour nourrir leur famille.

"Au Burundi, la guerre est celle que livre le pays contre la faim. Si ses habitants ont assez à manger, on peut être assuré que le conflit ne se reproduira plus", explique Bosco Nzambimana, concluant un long récit de sa vie de réfugié. Il y a trois ans, il a fait retour dans sa ville natale de Rumonge sur les rives du lac Tanganyika, au sud du Burundi.

Ayant réussi à éviter les ennuis durant une bonne partie des années 90, la guerre a rattrapé Bosco qui était maître d'école dans la province de Muramvya, au nord du pays. "Nous enseignions à l'école dans la journée et nous cachions dans la forêt la nuit". En 2002, il a quitté le pays pour Uvira, en République démocratique du Congo, de l'autre côté de la frontière.

Depuis 2005, la paix se reconstruit au Burundi, et ses habitants commencent à rentrer au pays. Mais leur nombre - plus de 500 000 entre 2002 et 2009, selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) - est accablant pour un des pays les plus densément peuplés d'Afrique, déjà aux prises avec

une pénurie croissante de terres pour nourrir une population affamée.

### Pari ardu

De nombreux réfugiés ont du mal à récupérer les terres qu'ils avaient abandonnées à l'époque. Certains retrouvent leurs terres occupées par d'autres ou ne se souviennent même pas où elles se trouvaient - ce qui n'est guère surprenant si l'on considère que beaucoup ont quitté le pays en 1972, il y a près de 40 ans, ou en 1993.

Pour ceux qui ne peuvent se réinstaller, le gouvernement, avec l'aide des Nations Unies et de la communauté de donateurs, construit des 'villages ruraux intégrés'. Bosco a trouvé sa place à Mutambara, un des quatre villages de Rumonge, qui abrite désormais près de 1 000 ménages.

Ce chiffre est le témoignage remarquable des solutions pacifiques trouvées dans la majorité des cas entre les occupants passés et présents: le nombre total de familles rentrées à Rumonge entre 2008 et 2010 est estimé à 15 000.

"Les Burundais s'efforcent de suivre l'appel du gouvernement à bâtir la paix ensemble", déclare l'expert de la FAO, Vénuste Nahimana. "Mais naturellement ce n'est pas toujours facile". La FAO joue un rôle crucial dans le processus de réintégration, explique-t-il, car elle aide les familles rapatriées à cultiver leur propre

nourriture. "Avant tout, les gens doivent manger".

La FAO fournit une vaste panoplie de matériels agricoles: semences de haricots, de maïs, et de légumes, ainsi que des boutures de manioc et de pommes de terre, des arbres fruitiers, des volailles et de petits ruminants. En outre, les familles reçoivent les outils et intrants nécessaires tels que des engrais, et une formation.

### Des tomates et des chants

Néanmoins, le plus gros problème reste où cultiver. En théorie, chaque ménage rapatrié a droit à un demi-hectare, mais les terres se font rares. Les villageois de Mutumbara ont trouvé une solution provisoire insolite: ils utilisent les biens prêtés par la prison de Rumonge.

Avec une organisation locale, la FAO organise des Ecoles pratiques d'agriculture, "un programme qui dispense un savoir-faire technique aux ménages pour leur permettre de cultiver leurs propres champs", selon la formatrice Spéciose Ndikumana.

Aujourd'hui, on parle de tomates. Elles ont été semées il y a cinq semaines dans la pépinière. Un groupe de 25 étudiants s'initie aux maladies des plantes et à leur traitement. Puis, à la fin de la session, ils se rassemblent pour chanter en cœur.

"Nous chantons sur ce que nous faisons", explique Nzambimana, qui a composé les chansons. Il aime ça, tout comme il aime chanter, ce qu'il fait aussi à l'église. Chanter lui remonte le moral, dit-il.

Même s'il n'a pas pu se remettre à enseigner, il ne se plaint pas. Tant de gens sont plus mal lotis. Il est encore jeune et son premier objectif est de se réinstaller.



Localisation des Village Ruraux Intégrés (sud du Burundi)





Le thème de cette année été « Jeunesse, faites entendre votre voix pour la paix, la dignité et les droits humains »

Le 22 septembre 2011, au lendemain d'un deuil national de trois jours, le Burundi a célébré la Journée internationale de la paix, habituellement commémorée le 21 septembre. L'évènement a eu lieu en commune Gashoho, province de Muyinga sous le thème « Jeunesse, faites entendre votre voix pour la paix, la dignité et les droits humains ».

Les manifestations marquant cette journée se sont ouvertes par la montée des drapeaux, suivie d'une marche de plus de 300 m à l'intérieur de la commune. Ont pris part à cette marche des centaines de jeunes des lycées de la province de Muyinga qui arboraient des messages de paix.

Parlant au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, M. Stephen Jackson, Chef de cabinet du BNUB a dit que cette commémoration est "un symbole qui devrait aller au delà du 21 septembre et qui nous invite à cultiver le vivre ensemble".

Il a rappelé que les récents événements survenus à Gatumba posent plus que jamais la nécessité de la paix et de la sécurité. Le Chef de cabinet du BNUB a aussi livré le message du Secrétaire général des Nations Unies qui insiste, en cette journée, sur le rôle des jeunes dans l'édification de sociétés libres et démocratiques.

Pour rappel, la Journée internationale de la paix a été instituée par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2001 comme journée mondiale du cessez-le feu et de la non violence.

L'évènement qui a été célébré cette année en commune Gashoho, province de Muyinga était présidé par le Chef de cabinet du Premier Vice-président de la République. Celui-ci a adressé, au nom du Gouvernement, ses remerciements au système des Nations Unies pour le soutien matériel et financier aux activités organisées.



**BNUB**  
Bureau des Nations Unies  
au Burundi

## Lancement ce 10 Novembre de la première Journée Nationale de l'Horticulture

Organisée par le Projet « Appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine »-HUP-FAO Burundi » en sigles et sous le haut patronage du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, cette journée sera lancée sous le thème « Promotion de la consommation des fruits et légumes. L'évènement sera l'occasion pour les partenaires du secteur fruits et légumes travaillant en amont et en aval des activités horticoles de montrer le savoir-faire national dans ce secteur en exposant leurs activités respectives.

Parmi ses autres objectifs, la journée fera la promotion de la culture alimentaire notamment par la consommation des fruits et légumes de qualité sous toutes ses formes, et la valorisation de ce secteur dans les lieux de vie comme les entreprises, les universités, les églises et les lieux publics. Le Projet continue ses activités avec la facilitation du Comité de concertation-HUP sur la sécurité alimentaire présidé par le Maire de la ville de Bujumbura. Il appuie actuellement 3300 maraichers dont 65% sont des femmes en formation continue à travers «l'approche-école aux champs ».

### Séminaire International

24-25 novembre 2011  
Bujumbura/Burundi



L'évaluation des impacts axée sur la gestion durable des terres au centre d'un prochain atelier international.

Faire le point sur le rôle de l'évaluation environnementale dans la gestion durable des terres en Afrique Centrale, c'est l'objectif d'un Séminaire International prévu du 24-25 novembre 2011 à Bujumbura. Organisé, sous le Haut Patronage du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme du Burundi par le Secrétariat pour l'Evaluation Environnementale en Afrique Centrale (SEEAC) et Co-organisé par l'Association Burundaise pour les Etudes d'Impacts Environnementaux (ABEIE).

L'atelier sera centré sur des thèmes variés notamment la Place de l'Évaluation Environnementale Stratégique dans la mise en place des stratégies de gestion durable des terres; l'Évaluation environnementale et renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones à haut risque de dégradation des terres et bien d'autres se rapportant sur le cadre d'évaluation, les réponses aux préoccupations des acteurs dans l'évaluation, les projets de recherche appliquée à ce genre d'évaluation liée à la gestion durable des terres.

#### Contacts

Au Burundi :  
[abeie08@yahoo.fr](mailto:abeie08@yahoo.fr)  
+257 22 259856  
+257 77 749 102  
+257 77 745 736

Au Cameroun :  
[seeac1998@yahoo.fr](mailto:seeac1998@yahoo.fr)  
+237 75378584  
+237 74351001



Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org) ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italie

© FAO 2011

La FAO remercie vivement les bailleurs suivants pour leurs appuis actuels à ses projets et programmes depuis 2009:

**La délégation de l'Union Européenne; ECHO; le Japon; le Royaume de Belgique; la Banque Africaine de Développement (BAD); le Fonds International de Développement Agricole (IFAD); la Suède; l'Espagne; l'Italie; le Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA).**

#### La vision FAO/CAUR:

**« Un monde libéré de la faim et de la malnutrition où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer les conditions de vie de chacun, et particulièrement des plus pauvres dans une optique économiquement, socialement et écologiquement durable »**



#### Equipe Editoriale &

##### Mise en page:

Barnabé Ndayikeza  
James Belgrave

##### Photographie:

James Belgrave  
Giulio Napolitano  
Barnabé Ndayikeza  
Philippe Petit  
Venuste Nahimana  
Emmanuel Nizigiyimana  
FAO REOA  
FAO Burundi

##### Photo de couverture:

©FAO/G.Napolitano



#### Représentation de la FAO au Burundi

Avenue de la Plage,  
Quartier Asiatique, Bujumbura  
BP 1250 Burundi  
Tel. +257 21 00 99  
FAO-BI@fao.org  
[www.fao.com/emergencies](http://www.fao.com/emergencies)  
[www.disasterriskreduction.net](http://www.disasterriskreduction.net)